

**Claude Krief, «Le secret du rapport Malraux. – Ce que Malraux a dit à de Gaulle», *Le Nouvel Observateur*, 2 septembre 1965, p. 2.**

Depuis quelques jours, à Paris, le secret d'Etat le mieux gardé ne concerne ni la santé du général de Gaulle ni le degré réel d'avancement de la force de frappe française. C'est le rapport Malraux sur son voyage en Chine. Le Quai d'Orsay, tenu partiellement informé, s'est trouvé dès le début hors circuit. Le Conseil des ministres n'a eu droit qu'à une version édulcorée tandis qu'au cours de deux tête-à-tête notre ministre de la Culture révélait les messages dont il était porteur d'abord, bien sûr, au général de Gaulle, puis, incomplètement, à M. Pompidou.

Les nations alliées n'ont jusqu'à présent reçu aucune communication officielle, quelque importants que puissent être leurs soucis dans l'affaire chinoise et un porte-parole américain pouvait déclarer non sans ironie, «je pense qu'en temps voulu nous recevrons les informations qui nous permettront de comprendre ce qui s'est passé». Si M. Peyrefitte a souligné l'importance du voyage du romancier-ministre, il n'a rien révélé du contenu de ses démarches. Pourquoi ce mystère ?

### **Les refus de Pékin**

En fait le voyage de M. André Malraux est aujourd'hui la clef de la conférence de presse du général de Gaulle, le 9 septembre prochain. Mises à part d'importantes propositions de relance européenne, le général-président qui nous gouverne prépare de nouveaux plans d'organisation du monde et peaufine en ce moment même à Colombey sa tactique. Dans ces desseins l'incidence de la position chinoise est essentielle. Pour cette raison le général de Gaulle a retardé son habituelle conférence de presse du mois de juillet et a confié à André Malraux sa «mission d'information» en lui disant : «Allez donc voir ce que veulent au fond ces Chinois».

La Chine fascine, inquiète et dérouté de Gaulle. Cela, même au moment où il escompte l'utiliser pour faire progresser certains de ses objectifs essentiels. Ceux-ci sont maintenant connus de tous les diplomates occidentaux : détruire l'ordre hérité de Yalta

comme de Bretton Woods, briser l'hégémonie des deux grands et l'ensemble d'institutions qui leur permettent de maintenir cette hégémonie. Qu'il s'agisse de l'intégration européenne, de l'alliance atlantique, du «gold exchange standard», des Nations Unies telles qu'elles fonctionnent actuellement ou des efforts de non-dissémination des armes nucléaires, il n'y voit que la tentative de faire durer un ordre qui se désagrège.

Mais cet ordre existe. On ne peut le combattre qu'en y substituant un autre, par des transformations successives, si possible sans brutalité. Pour cette tâche, il a besoin de la Chine et la Chine, lui semblait-il, se dérobaient jusqu'à maintenant.

Il avait pourtant mis beaucoup d'espoirs dans la naissance de cet axe Paris-Pékin. Il est absurde, s'était-il dit, de ne pas reconnaître la Chine pour ce qu'elle est et surtout ce qu'elle sera d'ici vingt ans : une des premières puissances du monde. Il est de même absurde de ne pas prévoir la future guerre entre la Chine et la Russie : à la grande irritation des Soviétiques, il considère que les territoires russes de Sibérie et d'Asie sont au sens propre des *colonies* et que «la plus longue frontière du monde» sera tôt ou tard le théâtre d'affrontements. Le nationalisme sera plus fort que l'idéologie. Alors la Russie, comme l'Europe, s'arrêteront à l'Oural.

Dans ces perspectives, pourquoi ne pas utiliser le poids de la Chine afin de démanteler précisément les empires russe et américain ? Dans bien des domaines les positions de Paris, comme de Pékin, ont été effectivement voisines. De Gaulle comme Mao Tsé-toung ont refusé de signer les accords de Moscou interdisant les expériences nucléaires aériennes : pour eux il n'y avait là que la volonté hypocrite des puissances nucléaires de maintenir leur monopole. Paris comme Pékin ont été d'accord pour dénoncer l'hégémonie du dollar. Paris comme Pékin ont dénoncé les interventions des Nations Unies au Congo comme à Chypre et ont réclamé la transformation de l'ONU. Mais aucune de ces condamnations, aucune de ces critiques, aucun de ces refus n'a jamais pu déboucher sur une position commune, sur une action concertée, à la grande déception de de Gaulle.

Ses offres n'ont pas manqué. Mais en fait elles visaient toutes à faire renaître le «superordre» des cinq grands dans le monde, ces cinq grands qui aujourd'hui se trouvent être les cinq fondateurs des Nations Unies et les cinq puissances nucléaires, comme les cinq garants des accords de Genève sur l'Indochine. Ce que la France n'a pu obtenir par la mise sur pied du «directoire atlantique» que réclamait dès 1958 de Gaulle à Eisenhower, est recherché par d'autres voies. S'agit-il du désarmement ? Le président français qui boycotte les négociations de Genève a proposé, appuyé par le secrétaire général de l'ONU, M. Thant, une conférence au sommet des cinq puissances nucléaires. La Chine s'y est opposée, jugeant que l'affaire concerne tous les pays du monde. S'agit-il du Vietnam ? La Chine a rejeté toutes les propositions de conférence, toutes les médiations, même quand elles ont émané de pays sous-développés, de Paris ou de Moscou. S'agit-il enfin des Nations Unies ? Pékin a spectaculairement soutenu M. Soekarno le président indonésien quand ce dernier a quitté au début de l'année l'ONU.

Mais alors que veut la Chine ? La guerre ? Créer une organisation rivale de l'ONU ? Quelle est sa vision du monde ? Voilà les questions auxquelles André Malraux est allé chercher des réponses.

### **Une nouvelle capitale**

Il a rapporté une première réponse positive. Oui, la Chine veut entrer aux Nations Unies mais en quelque sorte par la «grande porte», en recouvrant son siège au Conseil de Sécurité. La nouvelle est capitale. Voilà plus de six mois que Pékin a accentué son offensive contre l'ONU, la présentant comme un instrument exclusivement entre les mains de l'impérialisme américain, un outil qui permet à Washington d'étendre son contrôle sur le monde avec la complicité soviétique. «*Il faut faire table rase de cette idole*» déclarait le vice-Premier ministre chinois M. Chen Yi après le retrait indonésien. Et, dans un langage imagé, une déclaration gouvernementale ajoutait : «*Certains affirment que l'ONU est redoutable et que, comme le dit le proverbe, il ne faut pas chatouiller le derrière du tigre. Le président Soekarno a chatouillé le derrière du tigre et cela nous aide à nous débarrasser du culte de l'ONU.*». Semaine après semaine

Pékin a multiplié les sondages en vue de constituer une organisation internationale propre au tiers-monde. En vain : aucun des grands leaders afro-asiatiques ne s'est laissé tenter par cette perspective. Il semble qu'aujourd'hui les Chinois tirent la leçon de cet échec – à moins que leur action n'ait été que tactique et n'ait visé qu'à renforcer leurs atouts pour une admission. De toutes manières dès la reprise de la session des Nations Unies, le 21 septembre prochain, une nouvelle bataille pour l'admission de la Chine va s'ouvrir. *Et Pékin a fait savoir à M. Malraux qu'il lui agréerait que la France se lance avec son poids dans cette bataille.* En faisant pression notamment sur certains Etats d'Afrique noire. Ils ont dit leur déception devant les attaques répétées de M. Houphouët-Boigny ou de M. Hamani Diori, de la Côte d'Ivoire ou du Niger. M. Malraux aurait rétorqué que Pékin allait trop loin au Congo-Brazzaville et que plus de modération conviendrait. La décision est cependant entre les mains du général de Gaulle. Osera-t-il pousser les francophones à voter en bloc pour l'admission de Pékin, déclenchant l'ire de Washington en un moment où le président Johnson engage son pays encore plus avant dans la guerre du Vietnam ? On le saura le 9 septembre.

Pour faire son choix le président français dispose d'éléments supplémentaires. Une de ses grandes inquiétudes concernait précisément la possibilité d'une guerre nucléaire en Asie. Il a eu beau retirer la France de l'O.T.A.S.E (l'équivalent de l'O.T.A.N. dans le Sud-Est asiatique) en adoptant le statut de simple observateur, il a eu beau faire savoir que la France ne saurait être engagée dans un conflit nucléaire où elle n'aurait pas le choix de la décision, il demeure que le monde entier est, bon gré mal gré, susceptible de subir le contrecoup d'une guerre mondiale qui naîtrait en Indochine. Le refus chinois de négocier, comme certaines déclarations, ont alarmé de Gaulle. On lui a rapporté des propos de M. Chou En-laï, Premier ministre chinois, qui aurait affirmé qu'une guerre nucléaire pourrait avoir des «effets positifs», qu'il y aurait, bien sûr, des destructions et des morts par millions mais qu'au bout du compte le communisme pourrait de cette manière triompher. Pékin ne chercherait-il pas à entraîner Moscou malgré lui, dans un conflit ?

### **Les atouts français**

André Malraux s'est entendu répondre qu'il ne fallait pas avoir le «fétichisme» de l'arme nucléaire parce que ce fétichisme paralyserait l'évolution politique du monde et engluerait tous les Etats révolutionnaires dans une fausse coexistence pacifique. Un règlement vietnamien qui se réduirait à un tête-à-tête russo-américain se traduirait par une capitulation, comme à Cuba. Cela étant, la Chine se tiendra à égale distance de l'«aventurisme», comme du «capitulationnisme» et n'interviendra que si Hanoï le demande. *Et les Chinois ont ajouté qu'une fois réinstallés comme membres à part entière du Conseil de sécurité, il pourrait y avoir là un cadre approprié de discussions...*

Est-ce cette carte que va jouer le général de Gaulle pour amener les Américains à «comprendre» son action en faveur d'une entrée de la Chine à l'ONU ? Si la France, la Russie et la Grande-Bretagne sont d'accord pour que cette admission ait lieu cette année la position de Washington devient de plus en plus difficile. Et il serait grave pour les USA qu'une majorité soit trouvée contre eux.

Que peut y gagner la France ? Son alliance avec la Chine peut précisément réduire l'hégémonie des deux grands. Un bout de route peut être fait avec Pékin. Mais M. Malraux semble avoir compris que cela ne peut aller très loin. Quelle que soit la sympathie ou l'admiration que l'action internationale du général de Gaulle suscite à Pékin, les Chinois considèrent la France comme un pays capitaliste. A ce titre ils ne se prêteront pas à mettre sur pied, avec Paris, un nouvel ordre mondial. L'ordre mondial est précisément la négation de cet affrontement révolutionnaire des pays prolétaires dont ils prétendent aujourd'hui être les seuls leaders. Là est la limite des possibilités de coopération avec Paris.

M. Malraux en paraît convaincu. Mais il croit aussi que le chemin à parcourir ensemble peut être assez long. Il a dit devant le conseil des ministres combien l'avait impressionné ce qu'il a vu en Chine. Se lançant dans une de ces improvisations inspirées dont il a le secret il a comparé la Russie et la Chine 15 ans après leur révolution. En ce laps de temps les Chinois ont pour lui réalisé une action de loin supérieure à ce qu'avaient fait les Russes de 1918 à 1933. M. Malraux a ajouté une

Claude Krief, *«Le secret du rapport Malraux. – Ce que Malraux a dit à de Gaulle»*, Le Nouvel Observateur, 2 septembre 1965, p. 2.

réflexion qui, paraît-il, n'a pas fait sourire les gaullistes : *«Mao Tsé-toung n'a pas de successeur»*. Voilà quelque chose de plus que la Chine et la France ont en commun !

M. Malraux a-t-il trouvé le bout du fil d'Ariane qui permettra d'aboutir à un règlement vietnamien ? Si la paix passe réellement par l'admission de Pékin à l'ONU la diplomatie française pourrait jouer une partie capitale. Le dernier grand coup de poker du Général.